

Pau, le 28 décembre 2022

ARRETE N°AP-2022-0168

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal n°AP-2018-0092 en date du 5 novembre 2018 réglementant le régime de priorité à l'intersection formée par les rues Cazaubon Norbert et Palassou ;  
Considérant les modifications apportées à l'intersection formée par les rues Cazaubon Norbert et Palassou ;  
Considérant qu'il y a lieu de modifier la réglementation applicable par un nouvel arrêté municipal ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'arrêté municipal n°AP-2018-0092 en date du 5 novembre 2018 qui réglementait le régime de priorité à l'intersection formée par les rues Cazaubon Norbert et Palassou est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**ARTICLE 2** - La circulation est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par les rues Cazaubon Norbert et Palassou.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant rue Cazaubon Norbert doivent céder la priorité aux véhicules circulant rue Palassou.

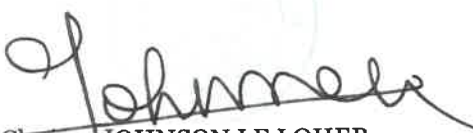
**ARTICLE 3** - Les véhicules circulant rue Cazaubon Norbert ont l'interdiction de tourner à droite sur la rue Palassou.

**ARTICLE 4** - Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 5** - Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** - En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Commissaire Central de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire